



The «Middle East Strategic Alliance» (MESA) ou le projet de Donald Trump d'«OTAN arabe»

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 24 septembre 2022

madaniya.info

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

A son corps défendant, buvant la coupe jusqu'à la lie, le président Joe Biden a effectué une visite en Arabie saoudite, en juillet 2022, pour y rencontrer le prince héritier saoudien Mohamad Ben Salmane, qu'il avait maintenu à distance dans une sorte d'ostracisme visant à sanctionner la responsabilité criminelle de MBS dans l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi.

Depuis son élection à la présidence des États-Unis, Joe Biden avait réservé ses contacts, exclusivement, au Roi Salmane, un octogénaire atteint d'une maladie handicapante. Mais la guerre d'Ukraine et ses répercussions inflationnistes sur les économies américaines et européennes du fait de l'embargo occidental sur le pétrole russe ont conduit le président américain à renoncer à sa posture morale au profit de la realpolitik.

Le terme "realpolitik" est l'euphémisme en usage dans le langage diplomatique occidental pour masquer la reddition américaine au tyran saoudien.

Joe Biden paraît devoir lever son veto à l'accession de l'impétueux prince héritier saoudien au trône wahhabite en contrepartie d'une augmentation de la production du pétrole saoudien afin de provoquer une baisse du prix du brut dans la perspective des élections américaines de mi-mandat, en novembre 2022.

Les guerres successives engagées par les États-Unis contre le monde arabo musulman depuis le début du XXI^e siècle et leurs revers désastreux pour l'image de l'Occident que cela soit en Irak, en Libye, en Afghanistan, ont cannibalisé l'économie américaine et mis en péril la suprématie du dollar dans les échanges internationaux.

Pour camoufler son rétropédalage, Joe Biden a repris à son compte le projet initié par son initiateur décrié, Donald Trump, de la constitution d'un OTAN arabe scellant une alliance militaire entre Les pétromonarchies du Golfe et Israël face à l'Iran, en substitution au traditionnel bouclier américain qui protégeait l'ancienne côte des pirates depuis la fin de la II^e guerre mondiale.

Washington a cherché en fait à compenser son désengagement par un «parapluie israélien» qui verrait l'État hébreu mettre sa puissance militaire et technologique à la disposition des états prêts à s'allier à lui et rejoindre une alliance de défense régionale émergente contre Téhéran.

La riposte de l'Iran et de la Russie à la tournée poussive du président Biden:

des facilités d'escale à la flotte russe sur le Golfe persique et une liaison maritime Saint-Pétersbourg – Mer Caspienne

En riposte à la tournée du président Biden au Moyen orient, poussive –sauf en Israël où il revendiqué l'idéologie "sioniste bien que non juif", l'Iran et la Russie ont décidé de briser l'embargo maritime que l'Otan avait décrété contre la Russie à l'occasion de la guerre d'Ukraine. Moscou et Téhéran tous deux soumis à embargo américain, et contestataire à l'hégémonie israélo-américaine dans la zone, ont décidé d'aménager un couloir maritime allant de Saint-Pétersbourg à la mer Caspienne à travers la Volga, pour y écouler la production agricole russe à destination de l'Asie et l'Afrique, via le port iranien de Bandar Abbas. Un arrangement doublé de l'octroi de facilités d'escale à la flotte russe sur le Golfe persique, une première dans les annales maritimes internationales.

Retour sur ce projet d'OTAN arabe

Les fondements du partenariat stratégique entre l'Arabie Saoudite et les États Unis sous l'administration républicaine de Donald Trump.

A – Prologue: Du recyclage des concepts stratégiques.

Recycler le vieux avec du neuf. La ficelle est ancienne mais demeure efficace. Avec un objectif fixe: Soutirer davantage d'argent aux pétromonarchies pour maintenir l'économie occidentale en état de grande compétitivité en engageant les monarchies arabes du Golfe dans des guerres coûteuses à l'effet d'accentuer leur dépendance vis à vis de l'OTAN.

L'objectif sous-jacent est double:

- Détourner le Monde arabe de la Palestine en lui fixant un nouvel ennemi: l'Union soviétique, dans la décennie 1980, puis, depuis le début du XXIème siècle, l'Iran, enfin la Syrie, la voie de ravitaillement stratégique du Hezbollah libanais face à Israël.
- Entraver la constitution d'un grand ensemble arabe afin de l'empêcher d'accéder à un seuil critique à l'effet de peser sur la scène internationale.

Le partenariat saoudo-américain conclu sous la mandature de Donald Trump n'échappe pas à la règle.

«L'Otan arabe» répondait exactement à cet objectif en fédérant les pétromonarchies du Golfe dans une alliance militaire avec Israël, face à l'Iran tout en leur faisant assumer financièrement les charges de leur défense.

«L'Arabie saoudite a témoigné un grand enthousiasme envers ce projet plaçant tous ses œufs dans le même panier». Telle est en substance la position saoudienne que révèle le document publié par le journal libanais Al Akhbar en date du 8 Mai 2021.

- Pour aller plus loin sur ce thème, cf ce lien:
L'adoubement de l'artisan du Muslim Ban par les pétro monarchies sunnites
<https://www.madaniya.info/2017/05/17/donald-trump-en-arabie-saoudite-ladoubement-de-lartisan-du-muslim-ban-par-le-petromonarchies-sunnites/>

Un document top secret saoudien en date du 4 juillet 2019 invite les pays du golfe à

accélérer leurs transactions militaires avec les États Unis, particulièrement le système de pré-alerte collectif, quand bien même les États Unis ne seraient nullement engagés à défendre les pétromonarchies dans l'hypothèse d'une agression contre un des pays membres de cette alliance.

Le positionnement des protagonistes

Sans le moindre enthousiasme à l'égard de ce projet, le Koweït et le Sultanat d'Oman ont eu tendance à accompagner le mouvement sans véritablement s'impliquer, insistant sur leur intérêt pour le volet économique du partenariat. Tout comme la Jordanie, plus préoccupée de glaner des subventions en vue de soutenir son économie chancelante. L'Égypte, soucieuse d'éviter d'être entraînée dans des conflits marginaux, a souhaité que soit établie une claire démarcation entre les «groupements terroristes», qu'il importait de combattre et les «groupes armés», qu'il convenait de ménager.

L'Égypte voulait ainsi éviter d'être appelée à combattre des groupes armés hostiles à l'Arabie saoudite, tels les Houthis du Yémen ou le Hachd Al Chaabi d'Irak.

Les divergences inter-arabes envers le projet de l'OTAN arabe ont fait capoter le projet.

Les principaux points du document top secret saoudien en date du 4 juillet 2019

- Mettre sur pied des institutions en vue de constituer une force en mesure de s'opposer à toute agression iranienne.
- Le Moyen Orient doit devenir une forteresse inexpugnable face à toute force hostile.
- Équiper les pays de la zone du système de défense aérien le plus sophistiqué (américain, cela va sans dire).
- Le projet MESA prévoit en outre l'aménagement d'une base navale commune sur la Mer Rouge et la constitution d'une «Force de Réserve» des pays musulmans prête à s'engager dans la guerre contre Daech.
- Développer le potentiel militaire des pays membres et établir une complémentarité entre eux en renforçant la coopération entre les appareils de sécurité et les services de renseignements.
- Tous les membres fondateurs bénéficieront du label «Allié majeur hors Otan». Ce dispositif permet aux États Unis de se soustraire à des engagements contraignants qui découlent de son implication dans l'Alliance Atlantique, notamment une intervention directe en cas de conflit.
- Créer un environnement qui rende toute vie impossible aux terroristes jihadistes.
- Édifier un solide secteur privé de l'économie membre de l'alliance.

Les États membres fondateurs seront constitués des six pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Sultanat d'Oman) ainsi que de la Jordanie avec une possibilité d'y inclure l'Égypte.

Les réserves saoudiennes

Première réserve:

L'Arabie saoudite, enthousiaste à l'époque à l'idée de se lancer dans une croisade contre l'Iran avec l'aide des autres pétromonarchies, a émis toutefois des réserves concernant sa

politique énergétique, spécifiant en marge du document que «cette alliance ne saurait avoir la moindre incidence sur la politique pétrolière du Royaume».

Deuxième réserve:

«L'alliance doit inclure le combat contre les bras armés de l'Iran dans la zone» (Les Houthis du Yémen, le Hachd Al Chaabi en Irak et le Hezbollah libanais)

La commission d'évaluation saoudienne a noté toutefois que le projet MESA va générer d'importants profits aux États-Unis sans pour autant la contraindre à des obligations impératives, alors que les autres États membres en tireront des profits limités de cette alliance».

En dépit de ses réserves, le Royaume s'est montré très enthousiaste envers ce projet, y voyant un moyen de pression indirect sur l'Iran. Mais c'était sans compter sur l'effet délétère de son enlèvement au Yémen et la déroute électorale de Donald Trump.

Pour le locuteur arabophone, [cf ce lien](#).

Variations sur le même thème

En 67 ans, de la fondation du Cento, le pacte central qui devait servir de maillon intermédiaire entre l'OTAN (Atlantique) et l'OTASE (Asie pacifique), au Grand Moyen Orient, à l'Union Pour la Méditerranée, à l'OTAN arabe, les concepts élaborés par les stratèges américains ont constitué autant de variations sur un même thème.

A - Le CENTO, appelé aussi Pacte de Bagdad, était constitué par l'Irak (dirigé à l'époque par la branche aînée de la dynastie hachémite), la Turquie et le Pakistan, deux pays musulmans non arabes.

Il cessera de fonctionner à la chute de la monarchie irakienne en juillet 1958 et remplacé par RCD Regional Cooperation Development Organisation, un groupement comprenant la Turquie, membre de l'Otan, le Pakistan, Body Guard de la dynastie wahhabite ainsi que le Royaume Uni.

A la chute de la dynastie impériale iranienne, gendarme des États Unis dans le golfe et le triomphe de la Révolution islamique, en 1979, un nouveau concept a vu le jour avec «la notion des pays de l'Arc de Crise», théorisé par Zbigniew Brzezinski (administration Carter 1976-1980).

Il sera suivi par le Grand Moyen Orient (George Bush Jr 2000-2008), auquel succédera le Nouveau Moyen Orient et son prolongement l'OTAN Arabe brandi par Donald Trump (2016-2020) et matérialisé par le Pacte d'Abraham: la reconnaissance d'Israël par trois monarchies arabes (Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Maroc) ainsi que le Soudan, dans un triple objectif: Contenir l'Iran en faisant supporter les pétromonarchies du Golfe les coûts militaires de ce confinement, substituer l'Iran comme ennemi héréditaire des Arabes en lui substituant une coopération arabo-israélienne.

B- Du «Grand Moyen Orient» à l'«Alliance pour un Nouveau Moyen Orient»

Reprise de la vieille notion des "pays de l'arc de crise", The "Greater Middle East" ou Le «Grand Moyen-Orient» est un terme utilisé par le président George W. Bush (2000-2008),

vingt ans plus tard, pour désigner un espace s'étendant du Maghreb et de la Mauritanie au Pakistan et à l'Afghanistan, en passant par la Turquie, le Machreq et l'ensemble de la péninsule Arabique. Avec pour pivot militaire le CentCom, le commandement central basé à Doha (Qatar)

[Du renouvellement de la Question d'Orient. Par Roger Naba'a](#)

Ce projet connaîtra un sort tragique.

Deux des principaux chefs de file de ce projet, le premier ministre libanais sunnite Rafic Hariri et la première ministre chiite du Pakistan Benazir Bhutto, deux pays situés aux extrémités de cet ensemble, seront éliminés de la scène politique de manière violente et George Bush jr, passera dans l'histoire comme «le pire président des États Unis» avant l'arrivée de Donald Trump.

C - L'Union Pour la Méditerranée

Projet mort né. Le projet de Nicolas Sarkozy d'Union Pour la Méditerranée devait concrétiser le projet américain sous couvert de coopération et de développement entre les deux rives de la Méditerranée. La destruction de Gaza, en 2009, a porté un coup fatal à ce projet moins d'un an après son lancement et a révélé la dystopie du discours de Nicolas Sarkozy.

Pour aller plus loin sur ce thème, cf ces liens :

- <https://www.renenaba.com/union-pour-la-meditteranee-un-orni-objet-remuant-non-identifie/>
- <https://www.renenaba.com/1er-anniversaire-du-lancement-de-lunion-pour-la-meditteranee/>

De la balkanisation du monde arabe

Pourquoi une telle obsession?

De passage à Washington, en janvier 2019, un publiciste palestinien Lou'ay Deeb Badeer, ancien directeur du GNRD Global Network for Rights and Development, Organisation Non Gouvernementale à but non lucratif, reconverti dans les transactions pétrolières à Stavanger (Norvège) dont il est membre du conseiller municipal, a été convié à la Maison Blanche pour un entretien informel avec un membre de l'administration républicaine, dont voici la teneur.

Le fonctionnaire de la Maison Blanche attaque d'emblée:

«La transaction du siècle vise à démanteler le Monde arabe. Les Etats Unis s'opposent à la constitution d'une Unité Arabe pour les raisons suivantes:

Disposant d'une superficie de 13,3 millions de kilomètres carrés, soit 3 fois la superficie de l'Union Européenne et 8,9 % de la surface des terres émergées du monde, le Monde arabe assure une production quotidienne de 24 millions de barils/jour. L'ensemble arabe dispose de surcroît d'une puissance balistique de l'ordre de 3.194.000 missiles, soit le double de l'arsenal balistique américain, autant que la Russie et infiniment plus que la Corée du Nord.

Selon la revue américaine «Global Fire Power», le classement s'établit comme suit: Egypte 1.481.000 missiles balistiques, Syrie 650.000 missiles, Yémen 423.000, Arabie saoudite

322.000; Algérie 176.000; Libye: 100.000; Jordanie 88.000; Maroc: 72.000; Irak: 59.000. Ce décompte n'inclut pas l'arsenal du Hezbollah libanais, du Hamas palestinien, des Houthis du Yémen ou de la milice chiite irakienne Al Hached Al Chaabi, ni les dizaines de milliers de drones équipés de charges explosives.

Les Etats Unis sont hostiles au projet OBOR, la version moderne de la route de la soie, qu'ils combattent. Ils s'appliquent à désarticuler le BRICS (Brésil, Inde, Chine Russie, Afrique du Sud) avec l'incarcération du chef de la gauche brésilienne, l'ancien président Lula Da Silva et la mise sur orbite d'un militaire d'extrême droite Jaïr Bolsonaro ainsi que l'activation du levier irrédentiste ouïghour en Chine.

S'il existe une barrière naturelle avec la Chine de plusieurs milliers de km- l'Océan pacifique-, il n'existe pratiquement aucune barrière avec le Monde arabe, à l'exception de la Mer Méditerranée. Une barrière dérisoire.

L'Unité du Monde arabe va servir de levier à l'unité du Monde islamique. La conjonction de la triple menace de la Chine, de la Russie et du Monde arabo musulman pourrait mettre en péril la civilisation occidentale. Pour cette raison les États-Unis s'opposeront à toute forme d'Unité Arabe.

Fin du propos de l'officiel de la Maison Blanche.

Au point de jonction de l'Asie et de l'Afrique, à l'articulation de trois grandes voies de navigation maritimes internationales: le Déroit de Gibraltar (jonction Océan Atlantique - Mer Méditerranée), le Canal de Suez, (jonction Mer Méditerranée - Mer Rouge), le Déroit d'Ormuz, (jonction Golfe persique - Océan Indien via l'Arabian See),, le Monde arabe est un des principaux ravitailleurs du système énergétique mondial.

L'arabe est la langue officielle dans les 22 pays que constitue la Ligue arabe. Le Monde arabe se situe au 6ème rang pour le nombre des locuteurs de la langue arabe de l'ordre de 400 millions (270 millions en tant que langue maternelle, et 60 millions en 2ème langue, soit plus que la langue française (12ème rang)).

En 2020, la population totale du monde arabe s'élevait à environ 429.045.620 d'habitants, un chiffre supérieur à la population des Etats Unis et sensiblement égal à celui de l'Union Européenne. Le pays arabe le plus peuplé étant l'Égypte avec 100 millions d'habitants.

De telles données expliquent le fait que le Royaume Uni peut voter le Brexit, sa séparation de l'Union européenne, mais s'opposer à l'indépendance de l'Écosse et de l'Irlande du Nord; La France s'opposer à l'indépendance de la Corse, du Pays basque ou de la Bretagne, mais prôner un état indépendant dans le Kurdistan syrien et travailler en sous main à la division du Soudan et la création de la République du Sud Soudan, au mépris du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

L'Union Européenne, enfin, s'oppose à l'indépendance de la Catalogne et travaille en sous-main à l'indépendance du Kurdistan irakien.

L'IRAN croquemitaine pour éponger les déficits américains ou «Politics of Fears»

Face à l'Iran, les pétromonarchies arabes, un des principaux ravitailleurs du système énergétique mondial, font office de gigantesque base militaire flottante de l'armée

américaine, qui s'y ravitaille à profusion, à domicile, à des prix défiants toute concurrence. Tous, à des degrés divers, y paient leur tribut, accordant sans états d'âme, des facilités à leur protecteur.

La zone est, en effet, couverte d'un réseau de bases aéronavales anglo-saxonnes et françaises, le plus dense du monde, dont le déploiement pourrait à lui seul dissuader tout éventuel assaillant éventuel, rendant superflu un tel contrat. Elle abrite à Doha (Qatar), le poste de commandement opérationnel du Cent Com (le commandement central américain) dont la compétence s'étend sur l'axe de crise de l'Islam qui va de l'Afghanistan au Maroc ; A Manama (Bahreïn), le quartier général d'ancrage de la V me flotte américaine dont la zone opérationnelle couvre le Golfe arabo-persique et l'Océan indien.

Les fabuleux contrats d'armement qui excèdent les capacités d'absorption des servants locaux, sont généralement perçus comme des polices d'assurance déguisées, en raison des mirifiques rétro commissions qu'ils génèrent.

«Politics of Fears»

Par un subterfuge que les politologues américains désignent du vocable de «Politics of Fears», la politique de l'intimidation, qui consiste à présenter l'Iran comme un croquemitaine, l'Arabie saoudite et ses alliés pétro monarchiques ont été contraints de se doter, non d'une défense tous azimuts, mais d'une posture défensive anti iranienne, autrement dit de renforcer le royaume «face à l'Iran», puissance du seuil nucléaire, et non Israël, puissance nucléaire de plein exercice, de surcroît puissance occupante de Jérusalem, le 3me haut lieu saint de l'Islam.

La problématique de l'adhésion d'Israël au Centcom

L'intégration d'Israël dans le dispositif militaire régional américain du Centcom, basé au Qatar, devait parachever la nouvelle alliance idéologique conclue entre les alliés des États-Unis au Moyen Orient.

Le CentCom (commandement central) est le maillon intermédiaire du dispositif stratégique américain à travers le monde assurant la jonction entre l'OTAN (Atlantique Nord) et l'OTASE (l'Otan de l'Asie du sud-est). Sa zone de compétence s'étend de l'Afghanistan au Maroc. Jusqu'à présent Israël était rattaché au dispositif européen de l'OTAN.

Son intégration au Centcom (Moyen orient) est une conséquence directe de la normalisation collective arabe avec Israël à l'automne 2020, dans une alliance contre l'Iran. Au total, six pays arabes, l'Égypte, la Jordanie, les Émirats Arabes Unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc ont reconnu l'Etat hébreu. Cette décision de Donald Trump a été prise le 13 janvier à une semaine de la fin du mandat du factieux président américain.

<https://www.madaniya.info/2021/02/02/la-confrerie-des-freres-musulmans-a-lepreuve-de-la-normalisation-israelo-arabe-1-2/>

Gaza, point d'achoppement

Comme il y a douze ans, en 2009, Gaza va constituer la pierre d'achoppement de la coopération militaire israélo-pétro monarchique sous égide américaine.

La riposte balistique du Hamas à la politique d'éradication des Palestiniens entreprise

systématiquement par le premier ministre d'extrême droite Benjamin Netanyahu va démontrer le caractère inopérant de l'intégration d'Israël au Centcom en ce qu'elle plaçait en porte à faux les pays normalisateurs et révélait à la face au monde médusé et surtout à l'Amérique affligée par cette contre performance israélienne, que l'espace aérien d'un pays classé parmi les plus puissants au Monde sur le plan militaire était une passoire.

Moralité: Quelque soit le degré de sophistication des concepts théorisés par les stratèges du Pentagone, le problème palestinien leur reviendra en pleine figure, tel un effet boomerang d'une politique hideuse, fondée sur la négations des aspirations légitimes des peuples ployant sous le joug d'autocrates décriés.

Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah libanais, a lancé à ce propos un avertissement d'une grande netteté: Toute tentative de dénaturer les Lieux Saints chrétiens et musulmans de Jérusalem déclenchera une riposte militaire collective de l'ensemble des protagonistes de l'axe anti Otan: Iran, Syrie, Hezbollah Libanais, Hamas palestinien, Hached Al Chaabi irakien et Houthistes yéménites.

«Jérusalem est une ligne rouge», a assuré celui que bon nombre d'observateurs considèrent comme le chef effectif de la riposte asymétrique régionale à l'axe israélo-américain, dans un discours prononcé le 25 Mai 2021 à l'occasion de la double victoire du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien contre Israël.

René Naba

La source originale de cet article est madaniya.info
 Copyright © René Naba, madaniya.info, 2022

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de

l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca